



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

**Arrêté n° PCICP2023286-0001**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure de la société LVI située sur le territoire de la commune  
d'ARCIS-SUR-AUBE**

—  
La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-1, L. 541-2, L. 541-3, L. 171-7 et L. 171-8 ;

**VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 09-3690 du 4 décembre 2009 portant autorisation d'exploiter une installation de lavage de citernes routières et de bennes ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le récépissé de déclaration du 23 novembre 2016 relatif à la reprise des installations par la société LVI ;

**VU** le courriel de la DDT de l'Aube du 28 février 2023, relatif à la qualité des rejets de la station de traitement des eaux usées ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 mai 2023 établi à l'issue de la visite d'inspection du 21 février 2023, auquel a été annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à la société LVI par courrier en recommandé avec accusé de réception du 10 mai 2023, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à l'autorité administrative ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2009 susvisé prescrit :

*« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,*
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.*

*Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :*

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau ou de dispositifs empêchant leur débordement, et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté la présence de cuves IBC contenant des liquides susceptibles de polluer les sols, eaux souterraines ou eaux de surface sans rétention associée lors de la visite susmentionnée ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2009 susvisé prescrit notamment :

« [...] Rejet des eaux de lavages

Les eaux rejetées en sortie de la station de pré-traitement doivent respecter les limites suivantes :

Débit de référence	Maximum journalier	Moyen journalier
	en m <sup>3</sup> /j	en m <sup>3</sup> /j
	45	35

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux moyen journalier (kg/j)
DBO5	800	36	28
DCO	2 000	90	70
MEST	600	27	21
Azote global (exprimé en N)	150	6,75	5,25
Phosphore total (exprimé en P)	50	2,25	1,75
Hydrocarbures Totaux	10	0,45	0,35

Autres paramètres :

Les effluents en sortie de la station de pré-traitement doivent respecter les limites de concentrations suivantes :

Indice phénols	0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/l
Chrome hexavalent et composés (exprimé en Cr)	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/l
Cyanures	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/l
Plomb et composés (exprimé en Pb)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l
Cuivre et composés (exprimé en Cu)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l
Chrome et composés (exprimé en Cr)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l
1. Nickel et composés (exprimé en Ni)	0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l
Zinc et composés (exprimé en Zn)	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l
Manganèse et composés (exprimé en Mn)	1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/l
Etain et composés (exprimé en Sn)	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l
Fer, aluminium et composés (exprimé en Fe + Al)	5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l
Composés organiques halogénés (exprimé en AOX)	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/l
Fluor et composés (exprimé en F)	15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/l

Les effluents doivent être exempts de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. »

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection :

- des non-conformités régulières sur les années 2020, 2021 et 2022, notamment sur la DBO5 et la DCO
  - À titre d'exemple, pour l'analyse de mars 2022 :
    - La DBO5 à 3900 mg/L au lieu de 800 mg/L
    - La DCO à 5700 mg O<sub>2</sub>/l au lieu de 2000 mg O<sub>2</sub>/l
- l'absence d'analyse sur les « autres paramètres », les analyses n'ayant pas été effectuées ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 6.7 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2009 susvisé prescrit notamment :

« L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire a minima aux contrôles suivants. [...] »

Rejet des eaux de lavages

Paramètre	Fréquence	Type d'analyses	Méthodes d'analyses**
Débit	En continu	Autosurveillance	
	Semestrielle	Labo*	
Température	En continu	Autosurveillance	
	Semestrielle	Labo*	
pH	En continu	Autosurveillance	NF T 90008
	Semestrielle	Labo*	
DCO	Journalière	Autosurveillance	NF T 90101
	Semestrielle	Labo*	
Turbidité	En continu	Autosurveillance	NF EN ISO 7027
	Semestrielle	Labo*	
MEST	Journalière	Autosurveillance	NF EN 872
	Semestrielle	Labo*	
DBO5	Semestrielle	Labo*	NF EN 1899-1
Azote global	Hebdomadaire	Autosurveillance	NF EN ISO 25663
	Semestrielle	Labo*	
Phosphore total	Hebdomadaire	Autosurveillance	NFT 90023
	Semestrielle	Labo*	
Hydrocarbures totaux	Hebdomadaire	Autosurveillance	NF EN ISO 9377-2
	Semestrielle	Labo*	NF EN ISO 11423-1

\* laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement

\*\* définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence

Les autres paramètres visés à l'article 6.5 du présent arrêté font l'objet d'un contrôle annuel réalisé par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Les mesures des concentrations sont effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures.

*L'ensemble des résultats est consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées. Trimestriellement, les résultats sont adressés à l'inspection des installations classées avec les commentaires appropriés. Ils sont exprimés en concentration dans les rejets, en flux horaire, journalier et mensuel. » ;*

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection susmentionnée que :

- L'exploitant effectue des analyses de manière mensuelle, cependant, en 2022, un seul prélèvement a été effectué par un prestataire,
- Ces analyses ne comprennent pas l'analyse des hydrocarbures totaux (semestriel), ni les « autres paramètres » demandés annuellement,
- Les analyses de débit et températures sont notées « non accrédités »,
- L'exploitant n'effectue pas d'autosurveillance en continu,
- Les analyses sur les « autres paramètres » ne sont pas effectuées ;

**CONSIDÉRANT** que ces non-conformités en matière de rejet en eau sont susceptibles de provoquer des pollutions des eaux de surfaces, notamment en cas de surcharge de la station de traitement des eaux usées (STEU) ;

**CONSIDÉRANT** que, par courriel susvisé, la DDT de l'Aube alerte quant au fait que les surcharges enregistrées dans la STEU d'ARCIS-SUR-AUBE viennent probablement de rejets industriels ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2009 susvisé prescrit :

*« Les effluents gazeux des pistes de lavage devront respecter avant rejet à l'atmosphère les concentrations maximales suivantes :*

- |  |                        |
|--|------------------------|
| - COVNM (composés organiques volatils non méthaniques)               | 110 mg/Nm <sup>3</sup> |
| - COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 | 20 mg/Nm <sup>3</sup>  |

*La teneur en COVNM est exprimée en équivalent carbone total de l'ensemble des composés. Le débit des effluents est exprimé en mètre cube par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées rapportées aux mêmes conditions normalisées. » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2009 susvisé prescrit :

*« Une fois l'an, l'exploitant fait réaliser un contrôle des rejets atmosphériques des pistes de lavage. Ce contrôle est réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement selon les modalités d'analyse suivantes définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence :*

- |                            |                                 |
|----------------------------|---------------------------------|
| - vitesse, débit et volume | ISO 10780                       |
| - vapeur d'eau             | NF EN 14790                     |
| - oxygène                  | NF EN 14789                     |
| - COV                      | NF EN 13526 et NF EN 12619. » ; |

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas présenté d'analyse annuelle des rejets dans l'atmosphère ;

**CONSIDÉRANT** que des rejets en COV non maîtrisés sont susceptibles de provoquer une pollution de l'air ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ces non-conformités, il convient de faire application du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LVI de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La société LVI, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité 9 rue du Stand à ARCIS-SUR-AUBE, de respecter les points suivants, dans le délai indiqué :

Point de contrôle	Référence réglementaire Arrêté préfectoral du 04/12/2009	Délais
Rétention des aires et locaux de travail	article 3.7	3 mois
Valeurs limites de rejet des eaux de lavage	article 6.5 (partiel)	6 mois
Contrôle de rejet des eaux de lavage	article 6.7 (partiel)	6 mois
Valeurs limites de rejet à l'atmosphère	article 7.4	6 mois
Contrôle des rejets à l'atmosphère	article 7.5	6 mois

### **Article 2 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8, du code de l'environnement.

### **Article 3 : Notification et publication**

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société LVI.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **12 OCT. 2023**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

**Délais et voies de recours :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérécourse ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.